



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Soutien à l'Ukraine

Question au Gouvernement n° 403

Texte de la question

SOUTIEN À L'UKRAINE

Mme la présidente . La parole est à M. Pieyre-Alexandre Anglade.

M. Pieyre-Alexandre Anglade . La situation internationale est grave. Ce qui se joue actuellement en Ukraine ne concerne pas seulement l'avenir de ce pays, mais bien celui de toute l'Europe, et donc de la France. La conférence de Munich a vu la relation transatlantique se fracturer : l'administration Trump veut un accord avec la Russie, menace d'abandonner l'Ukraine et a exprimé on ne peut plus clairement sa volonté de ne plus assumer la sécurité de l'Europe.

Depuis 2017, la France, par la voix du président de la République, n'a cessé d'alerter ses voisins et de plaider pour un impérieux réarmement européen et une nécessaire souveraineté européenne. Hier encore, à l'initiative du président, des dirigeants européens se sont réunis à Paris afin de réaffirmer des principes clairs : leur souhait d'une paix solide et durable en Ukraine, ainsi que des garanties de sécurité fortes et crédibles.

(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem ainsi que sur plusieurs bancs des groupes DR, HOR et LIOT.) Rien ne peut se décider en Ukraine sans les Ukrainiens, rien ne peut se décider sur la sécurité européenne sans l'Union européenne ! Le groupe Ensemble pour la République soutient de tels principes, et son président, Gabriel Attal, les réaffirmera à Kyïv dès la semaine prochaine.

Nous faisons face à un défi historique, voire existentiel. Nous devons agir si nous ne voulons pas que notre union éclate sous la domination de grandes puissances qui rêvent de nous soumettre. Il nous faut agir face aux velléités impérialistes de la Russie qui, si nous la laissons faire, ne s'arrêtera pas à l'Ukraine. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem ainsi que sur plusieurs bancs des groupes SOC, DR, HOR et LIOT.)*

Nous devons donc agir sans aucun tabou en garantissant dans la durée, quoi qu'il advienne, un soutien militaire à l'Ukraine, en sanctionnant la flotte fantôme russe et en augmentant tous les budgets de défense européens. Ces conditions sont indispensables pour dissuader la Russie de mener de nouvelles attaques.

Si nous ne le faisons pas, Vladimir Poutine redéfinira à sa manière l'ordre de sécurité en Europe...

M. Dominique Potier . Bravo !

M. Pieyre-Alexandre Angladeet nous ne pourrions plus garantir à nos enfants qu'ils vivront sur le continent tel que nous le connaissons, libres, en paix, dans la prospérité et la sécurité. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, SOC, Dem, HOR et LIOT. – Mme Sandrine Rousseau et M. Michel Herbillon applaudissent également.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères* . Le premier ministre l'a dit ce matin : depuis 1945, jamais, sans doute, le risque d'une guerre en Europe, autour de nous, n'avait été aussi élevé. Comment en sommes-nous arrivés là ? Il y a dix ans, pour mettre fin à la guerre que la Russie avait lancée contre l'Ukraine, sans doute avons-nous fait preuve de faiblesse en acceptant un cessez-le-feu fragile : violé vingt fois par la Russie, il ne l'a pas empêchée d'envahir ensuite l'Ukraine à grande échelle.

Dans le même temps, les États-Unis ont décidé de se désengager progressivement du continent – c'est leur droit –, laissant aux Européens le soin d'organiser leur propre sécurité. Actuellement, les Ukrainiens sont la sentinelle de l'Europe ; la première ligne de défense européenne est tenue par les Ukrainiens.

(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem ainsi que sur plusieurs bancs des groupes DR et HOR.) Les Ukrainiens ne s'arrêteront pas de combattre tant qu'une paix juste et durable ne leur aura pas été proposée. Nous voulons aussi, quant à nous, la paix : non pas une pause transitoire, ni un cessez-le-feu fragile, mais bien la paix !

Mme Nadège Abomangoli . Et en Palestine ?

M. Jean-Noël Barrot, *ministre* . Pour obtenir cette paix durable face aux velléités impérialistes – pour reprendre votre expression –, nous devons opposer une résistance et nous imposer par la force. Lorsqu'une paix aura été conclue – quoi qu'on en dise, les négociations n'ont pas encore commencé –, les Européens seront amenés à construire une capacité de dissuasion durable. D'ici là, nous continuerons à accroître la pression sur la Russie de Vladimir Poutine, au moyen d'un seizième paquet de sanctions adopté dans les prochains jours. Nous allons aussi multiplier par deux nos dépenses militaires à l'horizon de 2027.

Cependant, la défense nationale ne passe pas que par les dépenses militaires : elle se joue aussi dans les esprits.

M. Erwan Balanant . Exactement !

M. Jean-Noël Barrot, *ministre* . Ne nous laissons pas intimider par les nouveaux empires, reprenons de la force morale, retrouvons les forces de l'esprit ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR ainsi que sur plusieurs bancs des groupes SOC et LIOT. – Mme Sandrine Rousseau applaudit aussi.)*

Données clés

Auteur : [M. Pieyre-Alexandre Anglade](#)

Circonscription : Français établis hors de France (4^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 403

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 février 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 février 2025